

Consultation sur l'avenir énergétique du Québec : très loin du débat de société promis

Montréal, le 27 avril 2023 - Trente deux groupes environnementaux, sociaux, citoyens et syndicaux dénoncent l'écart entre l'engagement du premier ministre à tenir un « vrai débat de société » sur l'énergie et le format de la consultation annoncé par le cabinet du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, M. Pierre Fitzgibbon, le 26 avril 2023.

« Le simulacre de consultation proposé par le ministre Fitzgibbon porte essentiellement sur la production d'énergie et non sur l'avenir énergétique du Québec dans son ensemble. Il n'est pas conçu pour nourrir un dialogue social sur les enjeux vitaux que la transition énergétique soulève, notamment la consommation d'énergie et les impacts écologiques des projets. Ni l'indépendance, ni la transparence ne sont au rendez-vous. Le gouvernement prend manifestement à la légère l'importance des choix de société que nous avons à faire », évaluent les groupes.

Les groupes constatent que le gouvernement a fait fi des voix qui se sont élevées de toutes parts au cours des derniers mois pour réclamer une consultation publique de type « générique » menée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) ou une autre forme de consultation large et indépendante sur l'avenir énergétique du Québec. « Cet enjeu est d'envergure nationale, car les projets qui en découleront auront des impacts potentiellement irréversibles dans toutes les régions. Il est donc primordial que ces choix obtiennent un haut niveau d'acceptabilité sociale et ne déclenchent pas une nouvelle série de levées de boucliers, comme ce fut le cas avec plusieurs projets énergétiques et miniers », expliquent les groupes.

Les groupes déplorent que, loin de respecter son engagement à tenir un débat social, le gouvernement Legault propose à la population du Québec un exercice de réflexion restreint et opaque n'offrant à la société civile qu'une plate-forme en ligne comme espace d'expression et d'échanges, et ce, en période estivale, soit du 1^{er} juin au 1^{er} août 2023. Pour le reste, la démarche n'inclut qu'une seule journée d'ateliers de réflexion, en mai 2023, réservée aux spécialistes du secteur de l'énergie, ainsi que des consultations auprès de représentant-es de communautés autochtones. Quant au projet de loi qui sera déposé à l'automne, il fera l'objet de consultations particulières, ce qui signifie qu'elles ne seront pas ouvertes à tous et toutes.

Selon les études d'Hydro-Québec et de la firme Dunsky Énergie + Climat sur lesquelles le gouvernement fonde ses projections, le Québec devrait produire 100 à 137 TWh supplémentaires d'électricité, d'ici 2050, pour électrifier l'essentiel de nos véhicules, de nos bâtiments et de nos industries, en plus des nouveaux projets dans les cartons du ministre Fitzgibbon. Cela signifie qu'il faudrait construire un demi Hydro-Québec dans les prochaines

années, comme se plaît à le répéter François Legault, ou même augmenter la capacité de 65 % si on veut accueillir de nouveaux projets.

« À quels prix écologiques, humains et économiques? La population acceptera-t-elle un boom des développements hydroélectriques, éoliens, miniers et autres? Y a-t-il de meilleures options? Est-ce bien d'une loi que le Québec a besoin à ce moment-ci et n'est-il pas prématuré de penser à modifier la Loi sur Hydro-Québec et la Loi sur la Régie de l'énergie, alors qu'on n'a même pas encore essayé de dégager une vision commune qui orienterait toutes les lois futures? Pourquoi autant de précipitation? », se demandent les groupes.

Selon eux, c'est pour répondre à ces questions et à bien d'autres que le débat sur la manière de décarboner le Québec doit réellement engager toutes les parties prenantes, y compris les citoyennes et citoyens de toutes les régions, les spécialistes, les scientifiques, les organisations syndicales, les Nations autochtones ainsi que les populations les plus vulnérables, particulièrement celles qui sont en situation de précarité énergétique. Toutes doivent non seulement avoir l'occasion d'être entendues, mais aussi de dialoguer entre elles et avec le gouvernement afin que des visions porteuses et aussi consensuelles que possible puissent émerger.

GROUPES SIGNATAIRES

Nature Québec, Emmanuelle Rancourt, chargée de projet experte en énergie

Regroupement des organismes environnementaux en énergie, Jean-Pierre Finet, porte-parole

TerraVie, Ève Duhaime, vice-présidente

Front commun pour la transition énergétique, Elisabeth Gibeau, coordonnatrice

Mobilisation environnement Ahuntsic Cartierville (MEAC), Mélanie Busby

Fondation David Suzuki, Charles Bonhomme, responsable affaires publiques et communications

Fondation Rivières, André Bélanger, directeur général

NON à une marée noire dans le Saint-Laurent, Martin Poirier, cofondateur

Greenpeace Canada, Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie

Coalition Québec meilleure mine, Rodrigue Turgeon, porte-parole

Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), Denis Bolduc, secrétaire général

Regroupement vigilance hydrocarbures Québec, Bruno Detuncq, membre du comité de coordination

Prospérité Sans Pétrole, Benoit St-Hilaire, porte-parole

Équiterre, Marc-André Viau, directeur des relations gouvernementales

Réseau québécois des groupes écologistes, Maude Prud'homme, agente d'écologie sociale

Action environnement Basses-Laurentides, Normand Beaudet, porte-parole en matière d'énergie

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Émilie Charbonneau, 2^e vice-présidente

Fondation Coule pas chez nous, Jean Paradis, administrateur

Coalition climat Montréal, Jean-François Boisvert, président

Transition Capitale-Nationale, Lucie Bergeron, membre

Mouvement écocitoyen UNEplanète, Carole Dupuis, porte-parole

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), Karine Dextras-Paquette, vice-présidente
Réseau action climat Canada, Leïla Cantave, responsable pour le Québec
Eric Pineault, professeur et président du comité scientifique de l'Institut des sciences de l'environnement, UQAM
Syndicat de la fonction publique (SCFP-Québec), Dominic Champagne, VP secteur Énergie
Les Amis de la Chicot de Saint-Cuthbert, Danielle Demers, présidente
Transition écologique La Pêche, Yolande Henry, membre fondatrice
Polémos décroissance, Philippe Gauthier, membre du comité scientifique
Solidarité environnement Sutton, Sylvie Berthiaume, vice-présidente
Conseil central du Montréal métropolitain - CSN, Dominique Daigneault, présidente
Coalition Sortons le gaz!, Marie-Noëlle Foschini, coordonnatrice
Mères au front, Gabrielle Spenard-Bernier, coordonnatrice

- 30 -

RENSEIGNEMENTS

Jean-François Boisvert, président

Coalition climat Montréal

514 255-2666 | jean-francois.boisvert@coalitionclimatmtl.org

Ève Duhaime, vice-présidente

TerraVie

eveduhaime@hotmail.ca

Normand Beaudet, porte parole énergie

Action environnement Basses Laurentides

514 662-9880 | normbeaudet@hotmail.com

Merlin Trottier-Picard, conseiller aux communications

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

514 912-1875 | mtpicard@aptsq.com

Emmanuel Patola, Comité environnement

Syndicat de la fonction publique (SCFP-Québec)

514 777-9848 | emmanuel.patola@icloud.com

Gabriel Marquis, responsable des communications

Nature Québec

581 307-8613 | gabriel.marquis@naturequebec.org

Anthony Côté Leduc, relations médias

Équiterre

514 605-2000 | acoteleduc@equiterre.org

Josée Provençal, membre du comité scientifique

Polémos décroissance

514 -803-3062 | josee.provençal@polemos-decroissance.org